

Communiqué à l'attention des candidats à la session 2025 du concours externe d'ingénieur territorial : diplômes et équivalences

1) Concours externe : diplômes et équivalences

Le concours externe sur titres avec épreuves est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur délivré dans les conditions prévues par les [articles L. 642-1 et suivants du code de l'éducation](#), ou d'un diplôme d'architecte, ou d'un autre diplôme scientifique ou technique sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat, correspondant à l'une des spécialités du concours et reconnu comme équivalent dans les conditions fixées par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié.

L'appréciation du caractère scientifique ou technique des diplômes peut nécessiter la saisine de la commission d'équivalence placée auprès du CNFPT.

De même, les candidats titulaires de titre ou diplômes délivrés par un état autre que la France devront obligatoirement saisir la commission d'équivalence placée auprès du CNFPT.

Dans ce cadre, les centres de gestion organisateurs de la session 2025 du concours externe d'ingénieur territorial invitent les candidats à déposer une demande d'équivalence. **Le dossier de saisine est téléchargeable sur le site du CNFPT : www.cnfpt.fr, rubrique « Evoluer » - « La commission d'équivalence de diplômes », puis « Saisie de la commission d'équivalence ».**

Attention :

L'instruction des dossiers d'équivalence par la commission placée auprès du Président du CNFPT pouvant nécessiter plusieurs mois, nous recommandons aux candidats de saisir la commission le plus en amont possible.

Il vous est également recommandé de déposer votre dossier d'inscription au concours externe d'ingénieur territorial, auprès du centre de gestion organisateur, dans les délais impartis et avec la preuve de saisine de ladite commission.

Toute décision favorable **d'une commission d'équivalence** instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié vaut également pour toutes les demandes ultérieures d'inscription du candidat aux mêmes concours que celui ou ceux pour lesquels cette décision a été rendue, sous réserve que ne soit intervenue aucune modification législative ou réglementaire qui serait de nature à remettre en cause l'équivalence accordée.

Le candidat peut également se prévaloir de cette décision pour toute demande d'inscription à un concours pour lequel la même condition de qualification est requise (article 22 du décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié).

En application de l'article 8 du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier des ingénieurs territoriaux, les candidats doivent fournir, lors de leur inscription au concours externe, une attestation d'obtention du diplôme ou, à défaut, une attestation justifiant qu'ils accomplissent la dernière année du cycle d'études conduisant au diplôme considéré.

Les candidats inscrits au concours externe d'ingénieur territorial doivent fournir la copie leur titre ou diplôme ou l'avis favorable de la commission d'équivalence au plus tard à la date de la première épreuve soit pour cette session, le mercredi 18 juin 2025.

Pour information : l'inscription à la session 2025 des concours d'ingénieur territorial se fait auprès du CIG de la Grande Couronne – www.cigversailles.fr ou via le portail www.concours-territorial.fr



2) Concours externe et concours interne : modification des attendus de l'épreuve de note

Attention :

Les cadrages de l'épreuve de note ont été modifiés pour la session 2025 :

- **Pour le concours interne comme le concours externe, la ventilation des points est désormais équivalente entre les deux parties : 10 points pour la note de première partie, 10 points pour les propositions de seconde partie.**
- **Il pourra être demandé aux candidats du concours externe d'assortir leurs propositions d'annexes (rétro planning, carte des acteurs, courriel, ...)**

Pour plus d'informations à propos de ces nouveaux attendus, reportez-vous aux cadrages en ligne sur les sites internet des centres de gestion organisateurs, et sur la plateforme unique d'inscription « concours-territorial ».